

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY-MESLAY

Orléans, le 13/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE - DBI**

Avenue Monseigneur Roméro  
37160 DESCARTES

Références : VAT20220208

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE - DBI implanté Avenue Monseigneur Roméro 37160 DESCARTES. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE - DBI
- Avenue Monseigneur Roméro 37160 DESCARTES
- Code AIOT dans GUN : 0010013142
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Chaufferie - Production de vapeur et d'électricité

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale surveillance des rejets atmosphériques en continu,
- suites de la visite précédente en lien avec la surveillance en continu des rejets atmosphériques.
-

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC2 visite du 21/09/2020	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.4	NC2 visite du 21/09/2020	Sans objet
NC3 visite du 21/09/2020	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.3	NC3 visite du 21/09/2020	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance Qualité des analyseurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Demande 2 VI 21/09/202	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Demande 2 visite du 21/09/2020	Sans objet
Assurance qualité mesure en continu QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
NC6 VI 21/09/2020	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	NC6 visite du 21/09/2020	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
NC5 VI 21/09/2020	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	NC5 visite du 21/09/2020	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : NC2 visite du 21/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Démarrage/arrêt
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établira un document, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, où sont déterminées les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission N°2012/249/UE au plus tard deux mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats : NON CONFORME</b> L'exploitant n'a pas établi, dans le délai prescrit, le document où sont déterminées les périodes de démarrage et d'arrêt, en prenant en compte les fonctionnements en mode cogénération lors de la période estivale, en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission N°2012/249/UE.
<b>Observations :</b> <b>Constat de la visite du 21/09/2020 : NC2: L'exploitant n'a pas établi, dans le délai prescrit, le document où sont déterminées les périodes de démarrage et d'arrêt, en prenant en compte les fonctionnements en mode cogénération lors de la période estivale, en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission N°2012/249/UE.</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas mis en œuvre établi le document sus-mentionné. <b>La NC2 de la visite du 21/09/2020 est maintenue.</b>  Dans le cadre de la surveillance en continu des émissions, l'exploitant prend en compte les périodes de démarrage et arrêt dans les valeurs moyennes calculées pour le respect des valeurs limites d'émission.  L'exploitant mentionne qu'il a choisi cette approche même si la directive lui permet de ne pas prendre en compte les périodes de démarrage et d'arrêt. Il considère que c'est une installation au gaz naturel, qui monte en puissance très rapidement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : NC3 visite du 21/09/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fonctionnement cheminée n°1
<b>Prescription contrôlée :</b> Compte tenu de la faible durée de fonctionnement de la cheminée contenant le conduit N° 1 aucune mesure de surveillance n'est prévue sur celle-ci. Un relevé des heures de fonctionnement de cette cheminée sera réalisé par l'exploitant.
<b>Constats : NON CONFORME</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que la cheminée, contenant le conduit N° 1, est utilisée uniquement à titre transitoire (96 h par an maximum) en cas d'indisponibilité de la chaudière ou d'enlèvement de vapeur insuffisant de la société PAPETERIES PALM S.A.S.
<b>Observations :</b> <b>Constat de la visite du 21/09/2020 : NC3: L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le relevé des heures de fonctionnement de la cheminée, contenant le conduit N° 1, qui n'est utilisée qu'à titre transitoire (96 h par an maximum) en cas d'indisponibilité de la chaudière ou d'enlèvement de vapeur insuffisant de la société PAPETERIES PALM S.A.S.</b>  Lors de défaillance sur les machines de la papeterie, une partie des émissions est orientée vers la cheminée de la turbine. A titre d'exemple, 10 % des fumées chaudes sont envoyées vers la cheminée de by-pass, quand la machine à papier n°9 (machine neuve) est à l'arrêt et quand l'installation de co-génération est en post-combustion.  L'exploitant ne connaît pas le débit des fumées qui est émis par la turbine, qui dépend de l'ouverture de la vanne (diverter). Le débit envoyé à la cheminée de by-pass peut être de 100 % en situation de défaillance sur les deux machines. En général, une défaillance sur une seule machine entraîne 10 % des fumées vers la cheminée de by-pass selon l'exploitant.  Le jour de l'inspection, l'exploitant <b>n'a pas été en mesure de présenter le relevé des heures de fonctionnement de la cheminée, contenant le conduit N° 1</b> . La NC3 de la visite du 21/09/2020 est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL1
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.  Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
<b>Constats : NON CONFORME</b> Le convertisseur de NO2 en NO n'est pas inclus dans le certificat QAL1 (Sira MC040033/05 du 24 février 2014)
<b>Observations :</b> Le QAL1 (référence: Sira MC040033/05 du 24 février 2014) inclut une mesure de NO et pas une mesure de NO et de NO2. Il n'indique pas la conversion de NO2 en NO. Le convertisseur de NO2 en NO est constaté sur le terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des analyseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des analyseurs
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté.
<b>Constats :</b> NON CONFORME Les appareils de mesure en continu ne sont pas exploités selon les normes mentionnées à l'article 31 de l'AM du 03/08/2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Demande 2 VI 21/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Application procédures QAL/AST
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
<b>Constats :</b> NON CONFORME L'exploitant a effectué l'AST 16/11/2021 alors que le QAL2 (15 au 17/09/2021) demande un ré-étalonnage de l'analyseur pour le paramètre NOx.
<b>Observations :</b> <b>Constat de la visite du 21/09/2020 : Demande 2 : L'exploitant justifie que les appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques ont fait l'objet de la procédure AST (Test de Surveillance Annuel).</b>  <b>Le jour de l'inspection:</b> - Les appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques ont fait l'objet de la procédure AST à une fréquence annuelle: 16/11/2021 et 14/10/2020 pour le mode AA (chaudière). La demande 2 visite du 21/09/2020 est levée. - L'exploitant a procédé à l'AST le 16/11/2022 alors que le QAL2 recommandait un re-étalonnage de l'analyseur pour les NOx.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance qualité mesure en continu QAL2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance qualité mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> Les appareils de mesure..... sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.....
<b>Constats :</b> NON CONFORME
<b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les coefficients des droites d'étalonnage du QAL2 dans le système d'acquisition de l'analyseur en ligne.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL1
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.  Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
<b>Constats :</b> NON CONFORME L'exploitant ne s'assure pas que la ligne de prélèvement du système de surveillance en continu des émissions est chauffée.
<b>Observations :</b> La ligne de prélèvement doit être chauffée à 180°C selon le certificat QAL1 (référence: Sira MC040033/05 du 24 février 2014).  Suite à une coupure de courant de la nuit du lundi 28 mars au mardi 29 mars 2022, le système de chauffe est à l'arrêt et a été remis en fonctionnement suite à l'inspection du 30 mars 2022. L'exploitant doit mettre en place des actions correctives pour s'assurer que la ligne de prélèvement est chauffée suite à une coupure de courant, telles qu'un contrôle visuel ou le déclenchement d'une alarme.  L'appareil de mesures n'est pas exploité selon le certificat QAL1, qui indique que la ligne de prélèvement doit être chauffée. Par ailleurs, l'AST du 14/10/2020 (rapport 20175521-1) mentionne que la ligne est froide alors que la ligne doit être chauffée à 180 °C.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC6 VI 21/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL2
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.
<b>Constats : NON CONFORME</b> L'exploitant n'effectue pas la procédure QAL2 sur l'ensemble des paramètres pour le mode post-combustion. L'exploitant n'a pas mis en œuvre d'actions correctives suite aux tests de variabilité non conformes des procédures QAL2 en mode air frais et post-combustion. La durée entre chaque essai de mesure de la procédure QAL2 est inférieure à une heure. Le paramètre « pression », pour lequel une surveillance en continu est prescrite, n'a pas fait l'objet de la procédure QAL2. L'exploitant doit justifier si les capteurs des paramètres périphériques sont mesurés au point d'analyse des gaz.
<b>Observations :</b> 1) Rapport QAL2 en mode air frais (chaudière), 21444596-1 - Version 1, du 21/03/2022 Organisme : APAVE Dates d'intervention : 15 au 17/09/2021  Les tests de variabilité sont non conformes pour les NOX et la fonction d'étalonnage de l'humidité ne permet pas une correction fiable.  L'exploitant n'a pas procédé à un nouvel étalonnage suite aux tests de variabilité non conformes pour les NOx.  2) Rapport QAL2 en mode post-combustion (chaudière+turbine), 21444597-1 - Version 1, du 21/03/2022 Organisme : APAVE Dates d'intervention : 16 au 18/11/2021  Les tests de variabilité sont non conformes pour le débit. L'exploitant n'effectue pas la procédure QAL2 sur l'ensemble des paramètres pour le mode post-combustion.  3) La durée entre chaque essai de mesure de la procédure QAL2 est inférieure à une heure.  4) Constat de la visite du 21/09/2020 : NC6: Le paramètre « pression », pour lequel une surveillance en continu est prescrite, n'a pas fait l'objet de la procédure QAL2. Le dispositif permettant l'injection des gaz étalons en tête de ligne est absent. Le jour de l'inspection : Il n'y a pas de droite d'étalonnage pour le paramètre « pression » dans les rapports QAL2, pour lequel une surveillance en continu est prescrite. Néanmoins l'exploitant assure l'étalonnage des capteurs de pression. Vérification de l'étalonnage des capteurs de pression effectuée par EMERSON le 05/10/2021 des capteurs DPTE 25A et DPTE 25B. L'analyse des gaz étant effectuée sur gaz secs, l'exploitant doit justifier si les paramètres périphériques sont mesurés au niveau de l'analyseur (après séchage des gaz) afin de prendre en compte ces paramètres pour la conversion aux conditions normales de température et de pression. La NC6 de la visite du 21/09/2020 est maintenue dans l'attente des éléments: Le paramètre « pression », pour lequel une surveillance en continu est prescrite, n'a pas fait l'objet de la procédure QAL2.  5) Entretien de la baie d'analyse par SOLSTICE. L'exploitant n'est pas en mesure de montrer la baie d'analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL3
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
<b>Constats : NON CONFORME</b> L'exploitant ne dispose pas de procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3. L'intervalle entre deux QAL3 est supérieur à la durée de maintenance de 4 semaines mentionnées dans le QAL1.
<b>Observations :</b> - L'exploitant contrôle les dérives. Néanmoins il ne dispose pas de procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3. Cette procédure doit décrire les matériels et matériaux de référence utilisés, la périodicité des mesurages, les règles de décision en vue d'une maintenance ou d'un ajustage, les actions à mener en cas de dérive des mesures, la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un autre.  - L'exploitant mentionne qu'il effectue un QAL3 tous les 3 mois et une maintenance tous les 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : - CO : 10 % - NOX : 20 % - SO2 : 20 % - poussières : 30 %
<b>Constats : CONFORME</b>
<b>Observations :</b> Par sondage, l'inspection demande à l'exploitant le retrait de l'incertitude effectué sur les résultats de la surveillance en continu pour les NOx. Pour obtenir les moyennes horaires validées, si les résultats sont inférieurs à la VLE, l'exploitant prend en compte 80 % de la valeur et si le résultat est supérieur à la VLE, l'exploitant retire 20 % de la VLE au résultat. L'exploitant calcule ensuite la moyenne journalière validée à partir des moyennes horaires validées pour la conformité à la VLE journalière. Ces calculs sont effectués dans un programme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC5 VI 21/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de respect des valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : <ul style="list-style-type: none"><li>- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;</li><li>- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;</li><li>- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.</li></ul>
<b>Constats : NON CONFORME</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les mesures en continu sont considérées comme respectées par rapport aux conditions définies à l'article 9.2.1.1.I de l'AP n° 20490 du 02/06/2017. L'exploitant n'assure pas le suivi des dépassements.
<b>Observations :</b> <b>Constat de la visite du 21/09/2020 : NC5: L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les mesures en continu sont considérées comme respectées par rapport aux conditions définies à l'article 9.2.1.1.I de l'AP n° 20490 du 02/06/2017.</b>  Le jour de l'inspection: Par sondage, l'inspection a vérifié les moyennes journalières et mensuelle pour le mois de novembre 2021: le 7/11/2021; la concentration en NOx est de 108,9 mg/Nm3 > 55 mg/Nm3 (110% de la VLE à 50 mg/Nm3). L'exploitant ne connaît pas les causes du dépassement et les éventuelles mesures prises. L'exploitant doit assurer le suivi des dépassements et mettre en place les actions correctives.  Le fichier de contrôle n'est pas terminé, il manque les règles associées aux conditions de respect des valeurs limites journalière, mensuelle et annuelle (article 34 de l'AM du 03/08/2018).  La NC5 de la visite du 21/09/2020 est maintenue dans l'attente de la finalisation du fichier de calcul excel avec les moyennes annuelles, mensuelles et journalières.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet